

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

Coloured covers/
Couverture de couleur

Coloured pages/
Pages de couleur

Covers damaged/
Couverture endommagée

Pages damaged/
Pages endommagées

Covers restored and/or laminated/
Couverture restaurée et/ou pelliculée

Pages restored and/or laminated/
Pages restaurées et/ou pelliculées

Cover title missing/
Le titre de couverture manque

Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées

Coloured maps/
Cartes géographiques en couleur

Pages detached/
Pages détachées

Coloured ink (i.e. other than blue or black)/
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)

Showthrough/
Transparence

Coloured plates and/or illustrations/
Planches et/ou illustrations en couleur

Quality of print varies/
Qualité inégale de l'impression

Bound with other material/
Relié avec d'autres documents

Continuous pagination/
Pagination continue

Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/
La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure

Includes index(es)/
Comprend un (des) index

Title on header taken from: /
Le titre de l'en-tête provient:

Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming /
Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées.

Title page of issue/
Page de titre de la livraison

Caption of issue/
Titre de départ de la livraison

Masthead/
Générique (périodiques) de la livraison

Additional comments: /
Commentaires supplémentaires: Les pages froissées peuvent causer de la distorsion.

This item is filmed at the reduction ratio checked below /
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X	14X	18X	22X	26X	30X
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12X	16X	20X	24X	28X	32X

LA PETITE REVUE



RÉDIGÉE
EN COLLABORATION

Economie Politique et Sociale
Philosophie—Littérature

Le numéro: 5¢
L'abonnement: \$1.00

BOITE DE POSTE 2177
TEL. BELL: Main 2256

ALPH. PELLETIER, IMPRIMEUR-ÉDITEUR
36, rue Saint-Laurent, 36

LA PETITE REVUE

ÉCONOMIE POLITIQUE ET SOCIALE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE,
SCIENCES ET ARTS

Paraissant le 5 et le 20 de chaque mois

Vol. II

MONTREAL, 20 AVRIL 1900

N° 8

NOUVEAUTÉ

Dès notre prochain numéro, nous publierons régulièrement un article raisonné sur la politique générale. A l'heure présente, c'est la politique de l'Impérialisme qui sollicitera notre attention.

Afin de ne pas nous laisser entraîner dans des considérations philosophiques qui doivent demeurer étrangères aux spéculations de la politique, nous nous sommes assuré la collaboration d'un homme très versé dans cette science délicate, et cet homme — personnalité marquante dans nos cercles politiques — écrira pour nous un article résumant les faits marquants et les tendances de la politique active, pour chacun de nos numéros à venir.

Dans les mêmes conditions nous avons retenu les services d'un esthète qui traitera dans nos pages la question artistique sous ses formes les plus variées.

Le discrédit que les messieurs prêtres, et même les messieurs évêques attachent à notre vivace publication nous empêche de donner le nom de ces deux hommes éminents, bons canadiens et savants dans leur spécialité. Mais, comme dit le proverbe,

A l'œuvre on connaît l'artisan.

Et l'artisan se reconnaîtra à l'œuvre, nous en avons la certitude.

* * *

Et puisque nous parlons des changements que nous nous proposons de faire, nous croirions manquer d'égards envers l'honorable juge Desnoyers si nous ne lui donnions avis de la prochaine transformation de notre couverture. — Madame, cachez ce sein que je ne saurai voir, a-t-il dit, après un illustre personnage.

Et madame se cachera tout entière.

Voici ce qu'on verra à la place.

D'abord une disposition architecturale, avec colonnes, etc. Au-dessus du fronton, Voltaire et son *hideux sourire*, dominant Diderot et Rousseau, placé à gauche et à droite, en médaillons accrochés aux chapiteaux. En bas, Littré et Renan. Un coquet ruban coulera por-

tant les titres les plus fameux des ouvrages de l'encyclopédie et les noms des encyclopédistes.

De cette façon il n'y aura pas d'équivoque. On saura ce que nous voulons dire et il ne se trouvera plus de vieux sadiques pour interpréter un dessin léger dans un sens libidineux, que nous sommes loin d'avoir donné à notre publication.

LA LIBERTÉ OU LA MORT

Il y a quinze jours à peine, sur la foi des dépêches anglaises, les meilleurs esprits, c'est-à-dire ceux qui estiment que les Boers ont tous les droits à la sympathie universelle, pensaient que les deux vaillantes républiques sud-africaines allaient être battues par les Anglais envahisseurs.

Mais cette opinion ne s'est pas bien ancrée dans les esprits, car il en est un grand nombre qui, après avoir redouté un moment l'anéantissement des défenseurs du Transvaal, jugent aujourd'hui la position plus périlleuse pour les Anglais que pour les Boers. Ceux-ci, en effet, ont montré ce qu'ils pouvaient faire et jusqu'à quel point ils étaient déterminés à garder leur liberté ou à mourir. Aussi admirables dans la défaite que dans la victoire, ils sont prêts à la lutte depuis longtemps, et il est maintenant certain que tout a été prévu de leur côté : les revers aussi bien que les succès.

Les vieillards, les femmes et les enfants s'enrôlent, et tous prétendent verser leur sang pour l'indépendance de leur pays. Dans ces conditions, qui peut dire que cette obstination héroïque, cette volonté inébranlable d'un peuple attaché au plus précieux des biens ne triomphera pas des hommes et de l'or anglais ? Le vainqueur d'hier, lord Roberts, est réduit à l'inactivité et à la défensive ; il manque de chevaux et d'effets pour ses hommes et, de plus, le ravitaillement est difficile et coûteux. Les Boers ont fléchi sur un point, ne voulant pas résister à une force considérablement supérieure, qui aurait toujours eu raison de leur inutile héroïsme. Mais on voit maintenant que c'était une tactique, et les vainqueurs de la veille ne peuvent rien tirer de leur victoire. Des opérations semblables souvent répétées éterniseraient cette guerre si irritante. On dit, à Londres, que la campagne ne prendra pas fin avant trois ans, ce qui est bien vraisemblable si les choses vont toujours du même train. Seulement, il est désirable qu'une nation quelconque se mêle un peu de l'affaire et mette le holà parmi les combattants. La Russie semble avoir commencé un mouvement dans ce sens ; elle devrait l'achever et le hâter. Et pendant qu'elle y sera, pourquoi n'agirait-elle pas à l'égard de l'Angleterre comme les États-Unis ont agi avec l'Espagne en lui fixant un délai dans lequel

elle devait pacifier Cuba ou renoncer, pour cause d'impuissance manifeste, au droit de régenter un peuple plus fort qu'elle.

Le commerce universel se ressent fâcheusement de cette malheureuse guerre ; plus elle se prolongera, plus la crise et ses conséquences seront graves. Il est donc temps que cette guerre cesse, et ce n'est pas les Boers qu'on peut interpeller pour cela ; ce n'est pas à eux qu'on peut enjoindre de déposer les armes, puisqu'ils ne les ont prises que pour répondre à une attaque. C'est donc à l'Angleterre que la Russie doit parler, et nous souhaitons que l'entretien désiré ait lieu le plus tôt possible et ait le don de persuader l'Angleterre de l'inutile gravité de cette guerre.

::

L'exemple des difficultés que les États-Unis ont rencontré aux Philippines est cependant des plus instructifs. Depuis de longs mois, des troupes bien équipées, abondamment pourvues de munitions et de vivres s'usent dans une interminable lutte contre les partisans de l'insaisissable Aguinaldo.

Suivant une tactique que les Anglais se sont empressés de leur emprunter, les Américains se sont efforcés de représenter l'insurrection comme étant en complète décroissance. Les défections se multipliaient autour des chefs philippins, et les débris de leur armée, mécontents et découragés n'attendaient qu'une occasion propice pour se soumettre aux vainqueurs.

On a longtemps ignoré la situation vraie, mais il est devenu impossible de la dissimuler complètement. On sait aujourd'hui que les autorités américaines ne se font effectivement obéir que dans la zone d'occupation de leurs troupes, qui se réduit à Manille et à quelques ports. La capitale même, terrorisée, mise en état de siège, traitée avec cette rudesse mêlée de défiance qu'emploient trop souvent les vainqueurs, reste frémissante, toute prête pour un soulèvement et entièrement acquise aux rebelles.

De récentes nouvelles annoncent de sanglants combats où les troupes américaines n'ont pas toujours eu l'avantage.

Combien de vies humaines faudra-t-il encore sacrifier pour l'incertaine réalisation de projets qui devraient être en horreur à toute nation généreuse ?

Pourquoi s'obstiner à faire d'un petit peuple la rançon d'une guerre qui avait apporté, d'autre part, de suffisantes compensations ? Déclarer, comme le fait journellement la presse américaine, que les Philippines sont incapables de fonder un gouvernement régulier et que les États-Unis ont pour but unique de guider l'archipel vers une civilisation supérieure, c'est, exactement comme la prétention semblable des Anglais en Afrique : une inutile hypocrisie.

Un peuple qui se bat pour être libre est toujours capable de se gouverner.

L'ENTENTE EST-ELLE POSSIBLE ?

On s'étonne, en certains quartiers, de l'impassibilité des protestants devant les éloquentes appels de rapatriement des églises chrétiennes que fait entendre quotidiennement le catholicisme fin de siècle. La seule chose étonnante là-dedans c'est l'étonnement.

Il faut que l'envahissement universel de l'indifférence religieuse déchaîne un règne de terreur sans précédent au cœur des croyants pour qu'un camp de ceux qui s'anathématisaient hier et s'entregrillaient avant-hier, au nom de la bible, élève le drapeau blanc en faveur d'une coalition contre l'ennemi commun : la raison.

Et au prix de quelles concessions ? Quels émoullients Zoumans prépare l'apothicaire de ces bons paulistes ? Le *contrains-les d'entrer*, le *Hors de l'Église pas de salut*, si bien formulé dans la décrétale *Unam sanctam* : (Nous croyons et confessons une Église sainte, catholique et apostolique, hors laquelle il n'y a point de salut), 11 février 1302, sont déjà abandonnés de gaieté de cœur ; et que d'autres concessions sont ou en main ou à l'étude ?

Mais, encore une fois, l'effarement doit être à son comble ; autrement, la vision terrifiante de l'avenir à travers l'atmosphère suffocante du présent, pourrait-elle à ce point faire oublier les origines volcaniques de la Réforme ?

Car c'est à la Réforme et non à l'Hérésie qu'il faut parler. Que font aux protestants les encycliques où l'on oppose à des chicanes de mots bibliques des subtilités apocalyptiques ? Là n'est pas le nœud de la difficulté.

L'on n'a jamais vu l'hérésie prendre sa première racine dans ces discussions ; l'on se sépare d'abord pour des intérêts de politique, ou par le choc des abus, et quand il faut donner un *credo* aux sectaires néophytes, on songe à amputer quelques absurdités qu'on trouve au ci-devant, pour s'en ajuster un plus passable.

Si Luther et les siens avaient voulu la séparation dogmatique en premier lieu, eussent-ils jeté les fondements d'une église de Réforme ? Notre sainte mère l'Église, la nôtre, se contente-t-elle de réformer l'erreur ? Ne lui voue-t-on pas saintement une guerre d'anathème, d'extirpation, d'extermination et de malédiction infernale ?

Non, le protestantisme ne procède pas d'une querelle de mots : il a voulu réformer. Réformer quoi ? L'impossible. Régénérer ce qui n'était plus régénérable : la règle anéantie et l'abus devenu règle et corps de doctrine ; l'Église triomphante par la vénalité du spirituel.

Il fallait donc la soumission absolue, ou la séparation violente. L'orgueil disent les catholiques, l'inspiration d'en haut, assurent les réformés, poussa Luther à cette dernière extrémité.

Était-il, dès lors, malaisé au grand hérésiarque de trouver à gloser sur le dogme dominant ? S'imagine-t-on qu'il dût opérer de laborieuses fouilles pour découvrir, tout d'abord, l'établissement régulier de l'article de la confession auriculaire, laquelle, comme de toute antiquité, dans les mystères égyptiens, se pratiqua de chrétien à chrétien pendant les 8 premiers siècles de notre ère, de chrétien à prêtre jusqu'au douzième siècle, alors seulement qu'elle devint obligatoire.

Eut-il été sociniste : il n'eut pas été long à enseigner que la croyance obligatoire à la divinité du Christ fut ignorée des trois premiers siècles de l'Église : à venir au concile de Nicée où cette obligation de foi fut décrétée, au milieu de la confusion des pères du concile et seulement à la pluralité des voix. Il fallait endoctriner : les contradictions des saints Pères, des bulles, des décrétales, voire des conciles faisaient le côté facile de l'affaire.

Restait à souffler aux initiés la haine irréconciliable de la foi rejetée, cette haine dévorante de sectaire qui s'avive d'elle-même, quand elle ne se retrempe pas dans la persécution active ou passive ; et Luther poussa le cri de guerre : Mort au papisme.

Et maintenant c'est le papisme qui sort de Rome et va au-devant de Luther, comme jadis, d'Attila.

Mais comment les catholiques pourraient-ils perdre le sens de l'histoire au point d'oublier ce que fut ce cri de guerre : Mort au papisme ?

Croieraient-ils, par hasard, que les protestants, fussent-ils préparés, aujourd'hui, aux plus grandes concessions en matière de gomachie apocalyptique, consentiraient à rien rétracter de ce que leurs historiens ont irréfutablement, selon eux, transmis, à nos jours, des crimes de la Rome catholique, auxquels ils ne trouvent rien à comparer dans la dissolution de la Rome païenne ?

Comme exemple, je ne m'attarderai pas à ce qu'ils ont avancé de monstrueux sur le pape Alexandre VI : les historiens orthodoxes se sont montrés assez sévères pour ce pape infâme et empoisonneur.

Faisons le silence sur la papesse Jeanne et sur le scandale de la catholicité obéissant, à la fois, à deux vicaires de Jésus-Christ.

Mais que penser, pour un catholique, de ce qu'ils ont débité sur un pape comme Sixte V, le cordelier de génie, qui pontifia peu de temps avant la réforme et en qui nous saluons le pieux instituteur des fêtes de la Conception (pas l'Immaculée), de la présentation de la Ste-Vierge, de Ste-Anne et de St-Joseph, et aussi celle de St-François d'Assise, le canonisateur de Bonaventure, etc ?

Ouvrez les écrivains protestants des XV^e et XVI^e siècle, Du Plessis Marnai (et des Français, encore !) dans son *Mystère d'iniquité*, Jurieu, Préjugés légitimes, t. I, p, 246, Zuinger, Raléus, Wesselus, et *tutti quanti*.

Omettons les crimes d'un caractère public qu'ils lui reprochent : 1. Le favoritisme systématique de ses créatures ; 2. Sa provocation continuelle de l'Italie à la guerre, à son profit, 3. ses persécutions atroces contre les Florentins par intérêt politique, 4. son excommunication de Laurent de Médicis, 5. sa mort violente causée par le chagrin de voir la guerre terminée entre le duc de Ferrare et les Vénitiens.

Mais comment un catholique peut-il ne pas sentir ses doigts se crispier sur la page protestante où il lit que ce grand pape eut deux fils, dont l'un, Jules II, pape lui-même, mit l'Italie à feu et à sang et commandait en personne ses armées.

Comment lire sans frémir ce que les protestants débitent des débauches de la Cour de Rome d'alors, spécialement du cardinal Pierre Riarios qu'ils disent mort d'excès à 28 ans, après avoir dépensé sous l'œil du pape, 200,000 écus en deux années de cardinalat ? Comment lire, sans horreur, ce qu'ils prétendent trouver dans le catholique Agrippa, de *Vanitate scientiarum*, t. II, ch. 64, p. 135, et que la décence ne permet pas de traduire du latin ? Il y affirme, en termes intraduisibles, que ce pape a établi un nouveau lieu de prostitution pour la noblesse et que les courtisanes paient, par chaque semaine, un jule au pape : "*Sixtus pontifex... habet duo beneficia... et tres piltanas in bordello, quæ reddunt, singulis hebdomadibus, julios viginti.* (Quæ étant pris, ici, pour le total des bénéfices.)

Mais comment un catholique lira-t-il jusqu'au bout cette infernale accusation protestante que ce pape reçut favorablement la requête de la famille du cardinal de Ste-Lucie, à ce qu'il leur fut permis, (faut-il achever), d'exercer l'acte de sodomie, durant les trois plus chauds mois de l'année ? Pour l'honneur de l'humanité, cette exécrable assertion est considérée inacceptable par les écrivains catholiques modernes.

Et l'on espère, après cet exemple entre mille, trouver un terrain de conciliation entre catholiques et protestants, protestants et catholiques ? Pour moi, comme Thompson dans l'affaire Guyhot : j'ai des doutes.

CANDIDE.

NOTA.—A plus tard, si l'on me le permet, une étude sur les prétextes édifiantes des réformés au sujet du trafic des indulgences.

BLASPHEME

Le hasard nous a placé sous les yeux, il y a quelques jours, au point le plus fréquenté de la grande nécropole de la Côte des Neiges, l'inscription suivante, clouée sur un poteau et surmontant un tronc de fer.

AH ! QUE JE SOUFFRE DANS CES FLAMMES !... ET VOUS M'OUBLIEZ.

=====

AYEZ PITIÉ DE MOI ! AYEZ PITIÉ DE MOI !
VOUS AU MOINS QUI ÊTES MES PARENTS
ET MES AMIS.

=====

Chaque année, au mois de novembre, un service sera chanté à l'église Notre-Dame pour les âmes des fidèles inhumés dans ce cimetière et selon les intentions des personnes qui y auront contribué.

Il ressort de ce petit truc :

1. Que les âmes des morts inhumés ailleurs n'ont pas droit à la précieuse intercession annuelle ;
2. Que les âmes des morts inhumés au cimetière de la Côte des Neiges ont droit aux bénéfices de cette intercession, mais seulement lorsqu'on a fait glisser une pièce de monnaie à leur intention dans la fente du tronc.

Sans cette petite formalité, bien simple et bien facile à remplir, les âmes qui souffrent des brûlures du purgatoire y resteront tant que la colère divine ne sera pas apaisée avec un écu, avec un demi-écu ou même avec un pauvre petit cinq cents.

Cette inscription et cet appel constituent une manœuvre que les gens trop sévères nommeraient, en certains lieux, une escroquerie. Nous n'allons pas jusque là, mais nous y voyons un blasphème, c'est-à-dire une insulte directe au bon Dieu.

En effet, ne donne-t-on pas à entendre qu'il ne se montre clément et miséricordieux qu'à ceux qui achètent sa miséricorde et sa clémence ?

On n'oserait pas faire une pareille insinuation à l'adresse du plus partial des juges à face humaine, mais quand il s'agit du bon Dieu, on est moins scrupuleux, moins craintif surtout, et l'on n'hésite pas à le faire passer pour un trafiquant de faveurs et pour un prévaricateur.

M. Denault aura-t-il le saint zèle de sévir ou le courage de s'indigner d'un tel blasphème ?

Nous saurons cela dans huit mois, car il faut bien ce temps pour saisir exactement la valeur d'une injure publique et permanente à la divinité.

SERVILISME ÉPISCOPAL

A propos du loyalisme de Mgr Bégin, loyalisme affirmé à l'aide d'une large publicité, nous avons reproduit, dans notre numéro du 20 janvier, les principaux passages de la longue lettre de l'archevêque de Québec. Au cours de cette lettre, le prélat québécois passait en revue la conduite de ses prédécesseurs sur le siège archiépiscopal, et admirait leur attitude soumise envers l'Angleterre victorieuse.

Parlant de Mgr Plessis, Mgr Bégin disait que c'était grâce à lui si, en 1812, les Canadiens étaient demeurés fidèles à l'allégeance britannique.

Le ton général de la lettre de Mgr Bégin, et surtout ce qui se rapportait à Mgr Plessis, était si servilement anglais, que nous avons protesté en déclarant que Mgr Plessis avait vendu son influence \$2.000 !

Il ne nous suffisait pas de porter cette accusation, il fallait la soutenir en l'appuyant sur des documents historiques. Nous nous sommes donc mis en quête de ceux-ci, et voici la lettre, en réponse à notre demande, qu'écrivit à un de nos amis un homme qui fait autorité en matières de recherches. On comprendra que nous supprimions ici les noms du destinataire et l'expéditeur ; le document seul est intéressant, et nous en garantissons l'authenticité. Du reste, ceux qui en douteraient pourraient aisément consulter les archives, et nous leur facilitons les recherches en citant les volumes et les pages.

Voici la lettre en question :

Ottawa, 17 février, 1900.

CHER MONSIEUR,

Je n'ai jamais entendu parler d'une offre ou d'un paiement de \$2,000 à l'évêque Plessis, mais j'ai examiné soigneusement tous les calendriers de 1806 à 1814 avec le résultat suivant :

Le 3 mars 1812, Sir Georges Prevost écrivit à Lord Liverpool.

“ Je rechercherai l'assistance et l'influence du clergé catholique en cette occasion, mais je n'ai sur lui aucune influence ou contrôle direct et à son égard, je ne puis employer que la persuasion, (Q. 11) I. p. 43.

Le 18 Novembre 1812, Sir G. Prevost. écrivait :

“ Le témoignage que j'éprouve grand plaisir à rendre à la loyauté et à la bonne conduite du clergé catholique, mais qui s'applique plus particulièrement à son vénérable chef, aura pour effet j'espère de décider votre Seigneurie à soumettre à son Altesse Royale, le Prince Régent, la respectueuse recommandation d'un salaire plus convenable

pour son rang et mieux proportionné aux services que Sa Majesté a reçu de lui. J'ai l'honneur de soumettre à votre Seigneurie qu'un salaire de £1000 par année serait bien employé (Q. 119.) p. 36.

Le 18 juillet 1813, Sir G. Prevost envoie la copie d'un mandement de Mgr Plessis ordonnant des prières publiques, mandement qui, suivant Prevost : " offre une nouvelle preuve du zèle et de la loyauté dont Mgr Plessis a fait preuve dans tant d'autres circonstances " (Q. 122 p. 85).

Le 21 juillet 1814 Sir G. Prevost écrit :

" Le clergé catholique est mon plus solide support, et le salaire que j'ai obtenu pour l'évêque a grossi mes titres à leur loyauté et à leur influence (Q. 182. 1 p. 76.) "

Voici les passages que je peux trouver à première vue.

Sincèrement à vous,

D... B...

Ainsi ce n'est pas 2.000 dollars une fois versés qu'a reçu Mgr Plessis pour servir l'Angleterre et pour courber les Canadiens sous le joug, mais mille louis par an, c'est-à-dire \$5,000 de salaire. Judas Iscariote est singulièrement distancé.

Cependant, pour être juste, il convient de reconnaître que Mgr Plessis a bien gagné ce salaire. C'est en 1812 que Sir Georges Prevost sollicitait pour le prélat cette subvention extraordinaire, et il n'apparaît avec certitude qu'en 1814 que ce salaire ait été servi.

Or, en 1799, Messire J. O. Plessis, alors curé de la cathédrale de Québec, a prononcé un discours anti-français d'une violence inouïe. Le volume de ce document nous en interdit la publication in-extenso, mais nous en donnerons de copieux extraits qui suffiront à nos lecteurs pour juger du patriotisme et de l'esprit de cet évêque dont on a évoqué si légèrement la mémoire.

Disons, avant d'aller plus loin, que la conclusion du discours de Messire Plessis peut se condenser en ces quelques mots abominables :

" Béni soit tout ce qui nous éloigne de la France ! "

Mais avant d'aborder ce discours, on nous permettra de publier le mandement de Mgr Denaut, évêque de Québec, mandement lancé pour féliciter les Anglais de leur succès et pour inviter les Canadiens à remercier Dieu de la défaite de leur mère-patrie.

Le livre auquel nous empruntons ces faits appartient aux archives nationales. Il porte le titre suivant, dont nous respectons jusqu'à la disposition typographique :

DISCOURS À L'OCCASION
de la victoire remportée par les forces navales de Sa Majesté Britannique
DANS LA MÉDITERRANÉE LE 1 ET 2 AOUT 1798
SUR LA FLOTTE FRANÇAISE
(Bataille d'Aboukir)

PRONONCÉ DANS L'ÉGLISE CATHÉDRALE DE QUÉBEC LE 10 JANVIER 1799

par MESSIRE J. O. PLESSIS

Curé de Québec, Coadjuteur élu et Vicaire Général du diocèse (1)

Précédé d'un mandement de Mgr. l'illustrissime et révérendissime Évêque de Québec (2)

À QUÉBEC

IMPRIMÉ AU PROFIT DES PAUVRES DE LA PAROISSE ET SE VEND A L'IMPRIMERIE

(1) Messire Plessis devint évêque de Québec en 1806 puis archevêque et mourut en 1825

(2) Mgr. Denaut, évêque de Québec de 1797 à 1806.

MANDEMENT

PIERRE DENAUT, *par la miséricorde de Dieu et la grâce du Siège Apostolique, Evêque de Québec, etc., etc. A tous les curés, vicaires, missionnaires et à tous les Fidèles de ce diocèse, salut et Bénédiction en Notre-Seigneur.*

Vous l'avez apprise, nos très chers frères, cette nouvelle intéressante, dont la certitude indubitable a répandu la joie dans tous les cœurs. Le Dieu Tout-Puissant qui tient dans sa main la destinée des Rois et des Empires vient de donner encore des marques non équivoques de cette protection soutenue qu'il daigne accorder aux armes de notre Gracieux Souverain.

Que de maux ne se préparaient pas à nous faire ressentir ces formidables ennemis contre lesquels nous avons à soutenir cette guerre si longue et si sanglante ! Sur combien de désastres n'aurions-nous pas eu à gémir s'ils eussent pu, comme ils le prétendaient, s'emparer des possessions éloignées de la Mère-Patrie, ruiner son commerce, tarir la source de ses richesses, et diminuer par là les moyens qu'elle peut opposer à leurs vues d'agrandissement et de domination ! Et jusqu'à quel point aurait monté leur orgueil si le succès eût couronné leurs desseins ambitieux !

Mais le Dieu des armées, le Dieu des victoires s'est déclaré pour la justice de notre cause. Il a exaucé les vœux de son peuple qui le priaient d'humilier cette nation superbe qui ne veut que la guerre : *Dissipantes quæ bella volunt*. C'est lui qui a présidé aux Conseils de nos chefs, et qui y a fait régner cet esprit de sagesse qui a déconcerté les entre-

prises de nos ennemis. C'est lui qui a inspiré à nos troupes cette valeur qui les a rendues supérieures aux nombre et à l'enthousiasme de leurs adversaires et leur a fait remporter une victoire des plus glorieuses et des plus signalées dont il soit fait mention dans l'histoire.

Mais au milieu des acclamations publiques occasionnées par un événement si mémorable, la voix de la religion ne se fera-t-elle pas entendre ? Les temples seuls sembleront-ils ne prendre aucune part à l'allégresse commune ? Ah, c'est surtout dans leur enceinte, nos très chers frères, que doivent retentir les louanges du Dieu des armées à qui nous en sommes redevables. C'est là que nos cœurs doivent exprimer leurs sentiments de reconnaissance envers le Souverain Maître de l'univers, le remercier de l'attention spéciale avec laquelle il veille à la conservation et à la gloire de ce royaume, et le conjurer de continuer à répandre ses bénédictions abondantes sur le plus juste des Rois dont toutes les démarches ont pour but le bonheur de son peuple.

A ces causes, nous avons ordonné et ordonnons par les présentes :

1. Que le jeudi, dixième jour de janvier prochain, sera consacré d'une manière particulière à remercier Dieu de la victoire remportée sur la flotte française de la Méditerranée les 1^{er} et 2 du mois d'août dernier par les forces navales de Sa Majesté sous les ordres du Contre-Amiral *Horatio Nelson*, chevalier du Bain.

2. Qu'il sera célébré, le dit jour, dans toutes les églises de ce diocèse, une messe solennelle en action de grâce, à l'issue de laquelle on chantera un *Te Deum* avec le *Salvum fac regem* et l'oraison pour le Roi.

3. Les autels seront parés ce jour-là comme aux plus grandes solennités et, le jour précédent, la Fête sera annoncé par le son des cloches.

4. Messieurs les curés ne manqueront pas de prendre occasion de cette fête pour faire sentir vivement à leurs paroissiens les obligations qu'ils ont au ciel de les avoir mis sous l'empire et la protection de Sa Majesté Britannique et les exhorter tout de nouveau à s'y maintenir avec fidélité et reconnaissance.

Sera le présent mandement lu dans l'assemblée capitulaire de toutes les communautés religieuses et publié au prône de toutes les paroisses le premier dimanche ou jour de fête après sa réception.

Donné à Longueuil, sous notre seing, le sceau du diocèse et le contre-seing de notre secrétaire, le vingt-deux décembre mil sept cent quatre-vingt-dix-huit.

Signé

P. EVÊQUE DE QUÉBEC.

Par Monseigneur,

Signé

CHABOLLEZ, Ptre secr.

Maintenant, lisons les passages essentiels du célèbre sermon de M. J. O. Plessis, alors simple curé de la cathédrale de Québec. Nous

reproduisons d'abord une partie de l'exorde de cette pièce, qui apparaît aux archives sous ce titre :

SERMON

*Dextra tua, Domine, percussit inimicum.
Votre main, Seigneur, a frappé l'ennemi.*

(*Exod. 15.*)

“ EXORDE.—Rien n'arrive ici-bas sans l'ordre ou la permission de Dieu. Attribuer aux hommes, à leur degré d'habileté, de valeur, d'expérience, les bons ou mauvais succès de leurs entreprises, c'est méconnaître la souveraine sagesse qui, du haut de son trône éternel, dispose comme il lui plaît du sort des Etats et des Empires, et permet souvent qu'ils n'aient rien de fixe et de certain que l'inconstance même et l'instabilité qui les agite sans cesse. Si Pharaon et son armée sont ensevelis dans les flots de la mer Rouge ; si Sennacherib est obligé de lever avec précipitation le siège de Jérusalem ; si les troupes d'Holopherne se retirent honteusement de devant Béthulie ; ce n'est ni à Moïse, ni à Ézéchias, ni à Judith que l'on doit rapporter ces événements heureux. La main de Dieu seule opère tous ces prodiges : *Dextra tua, Domine, percussit inimicum.* Ainsi, il est glorieux pour le contre-amiral Horatio Nelson, d'avoir été l'instrument dont le Très-Haut s'est servi pour humilier une puissance injuste et superbe. Mais, qui d'entre nous, mes frères, ignore assez les principes de sa religion pour ne pas rapporter à Dieu tout le succès des armes de ce savant et célèbre guerrier.”

Ici, messire Plessis remercie Dieu du succès qu'il a accordé aux armes anglaises.

Son sermon est divisé selon les règles les plus classiques de la rhétorique.

Après l'exorde vient la proposition, qui n'est autre chose qu'une louange au Seigneur et une réjouissance pour ses bienfaits, en ce qui touche du moins la victoire inespérée des Anglais.

Ensuite c'est la division. Là, le curé Plessis établit :

1. Que cette victoire humilie et confond la France ;
2. Qu'elle relève la gloire de la Grande Bretagne et couronne sa générosité ; (*Le récent exil des Acadiens, sans doute.*)
3. Qu'elle assure le bonheur particulier de cette province.

Là-dessus le sieur Plessis invite ses auditeurs à redire avec action de grâces : *Dextra tua, Domine, percussit inimicum.*

Ah ! pauvres Canadiens-français ! On comprend pourquoi le clergé est demeuré avec vous.

La faim est son excuse. La soif aussi : l'exécrable soif de l'or.

M. Plessis, toujours classique, développe alors les points de sa confirmation.

Le premier point débute ainsi :

“ Ne vous paraît-il pas dur, mes frères, d'être obligés d'appeler ennemi un peuple auquel cette colonie doit son origine ; un peuple qui nous a été si longtemps uni par les liens étroits du sang, de l'amitié, du commerce, du langage, de la religion ; qui nous a donné des pères, des protecteurs, des gouverneurs, des pasteurs, des modèles achevés de toutes les vertus, des souverains chers dont le gouvernement sage et modéré faisait nos délices et méritait notre affection et notre reconnaissance ? ”

Continuant sur ce mode lyrique, M. Plessis fait un éloge outré de la France monarchique ; oubliant que le royal putassier Louis XV avait, pour une caresse de fille publique, abandonné les Indes et le Canada.

Mais il s'élève avec amertume contre les bienfaits de la Révolution française, et il trouve, dans cette homérique manifestation qui a émancipé le monde, les raisons divines de l'humiliation momentanée de la France.

Le fils de Dieu, Jésus-Christ, n'a pourtant pas prêché d'autre doctrine que celle prêché par les philosophes ; et si la révolution qu'il a provoquée n'a pas entraîné la mise à mort des prêtres, c'est tout bonnement parce qu'il n'y avait pas de prêtres à cette heureuse époque.

Le second point de l'argumentation de M. Plessis n'est autre chose qu'un long dithyrambe en faveur de l'Angleterre et un élan de gratitude à l'adresse du *pays voisin*, qui a recueilli les débris de la noblesse française et lui a permis, à l'abri de son pavillon, de fomenter à l'aise toutes sortes de complots et de trahisons contre le pays que, douze siècles durant, elle avait accablé de servitudes et de mépris.

Bref, la rigide, la protestante Angleterre ne fut que l'instrument de Dieu contre l'indigne révolution qui réalisait enfin le précepte fondamental de la doctrine du Christ : la fraternité.

Il ne nous est pas possible de suivre l'orateur sacré dans les méandres de sa rhétorique tortueuse, cependant, nous ne pouvons résister au désir et au besoin de reproduire le passage suivant de son *troisième point*, passage que les plus intéressés des adulateurs de l'Angleterre n'ont jamais sans doute égalé :

“ Quel est, messieurs, le gouvernement le mieux calculé pour notre bonheur, sinon celui qui a la modération en partage, qui respecte la religion du pays, qui est plein de ménagements pour les sujets, qui donne au peuple une part raisonnable dans l'administration provinciale ? Or, tel s'est toujours montré en Canada le gouvernement britannique. Ce ne sont point ici les coups d'encensoir que la flatterie prodigue lâchement à l'autorité existante. A Dieu ne plaise, mes frères, que je profane la sainteté de cette chaire par de basses adulations ou par des louanges intéressées. C'est un témoignage que la vérité exige impérieusement aussi bien que la reconnaissance, etc.”

Cette précaution oratoire du curé Plessis n'était pas inutile lorsqu'il s'adressait à un auditoire qui comptait, sans parler de leurs descendants, des Acadiens qui avaient senti le poids des colères furieuses de l'Anglais.

Tout le reste du discours de celui qui fut plus tard Mgr Plessis n'est que l'apologie de l'Angleterre. On sent que celui qui le prononçait briguaît les faveurs qu'il a obtenues par la suite.

Faute de pouvoir reproduire ce long discours, terminons par sa conclusion, sans en omettre un virgule :

Conclusion.—Mais que sais-je, et pourquoi insister sur des réflexions douloureuses dans un jour où tout doit respirer la joie ? Non, non, mes frères. Ne craignons pas que Dieu nous abandonne si nous lui sommes fidèles. Ce qu'il vient de faire pour nous ne doit inspirer que des idées consolantes pour l'avenir. Il a terrassé nos ennemis perfides. Réjouissons-nous de ce glorieux événement. Tout ce qui affaiblit la France tend à l'éloigner de nous. Tout ce qui l'en éloigne assure nos vies, notre liberté, notre repos, nos propriétés, notre culte, notre bonheur. Rendons-en au Dieu des victoires d'immortelles actions de grâce. Prions-le de conserver longtemps le bienfaisant, l'auguste souverain qui nous gouverne, et de continuer de répandre sur le Canada ses plus abondantes bénédictions.

“ *Te deum, laudamus etc.* ”

Et voilà comment s'est conduit un des évêques que Mgr Bégin propose à l'admiration publique. Si la Chine, au lieu de l'Angleterre, avait conquis le Canada, ou l'avait reçu pour prix de sales complaisances, le Fils du Ciel, aux yeux de Mgr Plessis aurait été le sauveur, l'instrument divin destiné à assurer notre bonheur terrestre, en dépit de la détestable habitude qu'ont les sujets de l'empereur chinois de nourrir les cochons avec leurs nouveaux-nés.

Qu'importe le conquérant, le tyran même d'une population, du moment qu'il reconnaît aux évêques leur omnipotence sur leurs dévots et qu'il leur accorde, par surcroît, mille louis d'or par an pour prononcer des sermons aimables autant qu'historiquement véridiques.

Nous détachons d'un ancien recueil de proverbes bretons :

Veux-tu être heureux un jour ?—Grise-toi !

Veux-tu être heureux trois jours ?—Marie-toi !

Veux-tu être heureux huit jours ?—Tue ton cochon !

Veux-tu être heureux toute ta vie ?—Fais-toi curé !

LE CÉLIBAT ÉCCLÉSIASTIQUE

La prohibition du divorce n'est pas la seule cause de la dépopulation des pays chrétiens : le grand nombre d'eunuques qu'ils ont parmi eux n'en est pas un moins considérable.

Je parle des prêtres et des dervis de l'un et de l'autre sexe, qui se vouent à une continence éternelle : c'est chez les chrétiens la vertu par excellence ; en quoi je ne les comprends pas, ne sachant ce que c'est qu'une vertu dont il ne résulte rien.

Je trouve que leurs docteurs se contredisent manifestement quand ils disent que le mariage est saint, et que le célibat, qui lui est opposé, l'est encore d'avantage, sans compter qu'en fait de préceptes et dogmes fondamentaux le bien est toujours le mieux.

Le nombre de ces gens faisant profession de célibat est prodigieux. Les pères y condamnaient autrefois leurs enfants dès le berceau ; aujourd'hui il s'y vouent eux-mêmes dès l'âge de quatorze ans : ce qui revient à peu près à la même chose.

Ce métier de continence a anéanti plus d'hommes que les pestes et les guerres les plus sanglantes n'ont jamais fait. On voit dans chaque maison religieuse une famille éternelle, où il ne naît personne, et qui s'entretient aux dépens de toutes les autres. Ces maisons sont toujours ouvertes, comme autant de gouffres où s'ensevelissent les races futures.

Cette politique est bien différente de celle des Romains, qui établissaient des lois pénales contre ceux qui se refusaient aux lois du mariage, et voulaient jouir d'une liberté si contraire à l'utilité publique.

Je ne te parle ici que des pays catholiques. Dans la religion protestante, tout le monde est en droit de faire des enfants : elle ne souffre ni prêtres ni dervis ; et si, dans l'établissement de cette religion qui ramenait tout aux premiers temps, ses fondateurs n'avaient été accusés sans cesse d'intempérance, il ne faut pas douter qu'après avoir rendu la pratique du mariage universelle, ils n'en eussent encore adouci le joug, et achevé d'ôter toute la barrière qui sépare, en ce point, le Nazaréen et Mahomet.

Mais, quoi qu'il en soit, il est certain que la religion donne aux protestants un avantage infini sur les catholiques.

J'ose le dire : dans l'état présent où est l'Europe, il n'est pas possible que la religion catholique y subsiste cinq cents ans.

Avant l'abaissement de la puissance d'Espagne, les catholiques étaient beaucoup plus forts que les protestants. Ces derniers sont peu à peu parvenus à un équilibre, et aujourd'hui la balance commence à pencher de leur côté. Cette supériorité augmentera tous les jours : les protestants deviendront plus riches et plus puissants, et les catho-

Les pays protestants doivent être et sont réellement plus peuplés que les catholiques : d'où il suit, premièrement, que les trébuts y sont plus considérables, parce qu'ils augmentent à proportion de ceux qui les payent ; secondement, que les terres y sont mieux cultivées ; enfin que le commerce y fleurit d'avantage, parce qu'il y a plus de gens qui ont une fortune à faire, et qu'avec plus de besoins on y a plus de ressources pour les remplir. Quand il n'y a que le nombre de gens suffisants pour la culture des terres, il faut que le commerce périsse ; et lorsqu'il n'y a que celui qui est nécessaire pour entretenir le commerce, il faut que la culture des terres manque, c'est-à-dire il faut que tous les deux tombent en même temps, parce que l'on ne s'attache jamais à l'un que ce ne soit aux dépens de l'autre.

Quant aux pays catholiques, non seulement la culture des terres y est abandonnée mais même l'industrie y est pernicieuse ; elle ne consiste qu'à apprendre cinq ou six mots d'une langue morte. Dès qu'un homme a cette provision par devers lui, il ne doit plus s'embarasser de sa fortune : il trouve dans le cloître une vie tranquille, qui dans le monde lui aurait coûté des sueurs et des peines.

Ce n'est pas tout, les dervis ont en leurs mains presque toutes les richesses de l'État ; c'est une société de gens avares qui prennent toujours, et ne rendent jamais : ils accumulent sans cesse nos revenus pour acquérir des capitaux. Tant de richesses tombent, pour ainsi dire, en paralysie ; plus de circulation, plus de commerce, plus d'arts, plus de manufactures.

Il n'y a point de prince protestants qui ne lève sur ses peuples beaucoup plus d'impôts que le pape n'en lève sur ses sujets ; cependant ces derniers sont misérables, pendant que les autres vivent dans l'opulence. Le commerce ranime tout chez les uns, et le monarchisme porte la mort partout chez les autres.

MONTESQUIEU (*Lettres persanes.*)

A une récente séance de la Chambre des députés, en France, M. Ed. Aynard déclarait, en réponse à M. Marcel Sembat :

« La distinction existe entre le cléricalisme et le catholicisme. Le cléricalisme est la perversion et la corruption de l'esprit religieux, c'est un parti politique qui n'a rien de commun avec le catholicisme ni avec les autres communions chrétiennes. Le cléricalisme est l'exploitation de la religion par la politique ; il est essentiellement le contraire de l'esprit religieux ; il en est, au fond, le plus dangereux ennemi. Adversaire de la liberté des autres, le cléricalisme sert de mauvais prétexte aux adversaires de la liberté des catholiques. »

Voilà une définition à laquelle nous n'avons rien à objecter. Nous ne ferions certainement pas profession d'anticléricalisme si les catholiques comprenaient la religion comme M. Aynard.

Mais en est-il ainsi ? Hélas ! non.